

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans
Journal Hebdomadaire
Fondé le 1er Septembre 1827
Publié par les Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La.
Téléphone Main 4100.
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., sous le numéro 100.
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., sous le numéro 100.
Par mois \$1.00
Par trimestre \$2.50
Par année \$10.00

L'Avenir du Monde

PEUPLES, VOULEZ-VOUS MANGER OU ÊTRE MANGÉS?

Jamais peut-être l'avenir de l'humanité n'apparaît plus incertain que de nos jours. Après le grand ouragan de la guerre, nous avions espéré voir naître une longue période de prospérité et de paix, où les peuples se remettraient au travail et reconstruisaient, par un patient labeur, les richesses détruites. Mais il eût fallu pour cela qu'au sortir du grand conflit l'Europe eût retrouvé une stabilité politique, un équilibre économique indispensable aux œuvres pacifiques. Comme jamais, au contraire, le monde n'a vécu dans une pareille incertitude, il en est résulté deux faits psychologiques qui dominent et empoisonnent toute la vie de notre génération; les nations vivent au jour le jour, sans politique d'envergure, et naviguent à travers les écueils avec l'unique souci d'éviter le naufrage immédiat, mais sans se demander où les entraîne le courant; les individus, ayant perdu toute confiance en des lendemains impossibles à prévoir, éprouvent l'heure en heure tout ce que la vie leur offre de plaisirs fugitifs, comme si elle devait leur échapper d'un moment à l'autre.

Voilà le mal profond dont souffre notre époque. Les peuples et les individus sont devenus pareils au sautoir qui abat l'arbre dont il convoite le fruit; l'humanité s'enlise chaque jour davantage dans la misère, à la merci de tous les périls qui guettent les races et les êtres impulsifs.

Aussi avons-nous le devoir d'accueillir et d'examiner toute idée, toute suggestion qui a pour but d'éclairer la route de l'avenir, d'indiquer une solution quelconque. En un pareil débat, nul concours, nulle bonne volonté ne doivent être repoussés, nulle voix ne doit être étouffée avant d'avoir été entendue.

C'est à ce titre que mérite d'être signalée la thèse défendue avec une véhémence passionnée par M. Malynski.

En une série d'études, dont la première fut publiée en Angleterre durant la guerre sous le titre "A short cut to a splendid peace", M. Malynski expose la théorie suivante: Le mal dont souffre l'Europe provient avant tout de la paralysie économique qui a ruiné la Russie et la Turquie. Ces deux pays fournissaient jadis à l'Europe occidentale les céréales et les matières premières dont celle-ci avait besoin pour nourrir sa population et alimenter ses usines; et ils recevaient en paiement les marchandises fabriquées dans les ateliers des grandes nations industrielles. Tant que ce système d'échanges ne sera pas reconstruit, la misère régnera en Europe, traînant derrière elle le cortège des grands maux qui dévastent les continents: épidémies, famines, guerres civiles et étrangères.

Or, affirme M. Malynski, ni la Russie ni la Turquie ne peuvent trouver en elles-mêmes la force nécessaire à leur rénovation. La Russie n'est qu'un immense troupeau de moutons soumis par avance à toutes les tyrannies et que maintient présentement dans l'obéissance, par la terreur, une poignée de juifs qu'ils méprisent et haïssent. La Turquie est également la proie d'une bande d'aventuriers qui ont détruit le seul lien auquel tenait encore l'unité du peuple turc: l'obéissance au Califé, successeur de Mahomet. Le rétablissement de l'ordre, de l'autorité et de la production dans ces deux pays ne peut être réalisé que par les races organisatrices de l'Europe occidentale: la France, l'Angleterre et l'Allemagne, associées dans cette œuvre à l'Italie et aux nations de la Petite Entente.

La solution de la crise que traverse l'Europe, dit M. Malynski, est dans la mise en valeur de la Russie et de la Turquie divisées en diverses zones d'influences. Ce système lui semble présenter autant d'intérêts matériels pour l'Occident que d'avantages humanitaires pour la Russie et les Russes eux-mêmes. Là, dit-il, chaque peuple trouvera, pour un siècle au moins, un débouché presque indéfini à l'activité de ses industries, de ses commerçants. Il y a dans cette partie de l'Europe tant de richesses inexploitées, tant de terres à cultiver, de mines, de forêts à exploiter, de marchés à alimenter, que tous les appétits, toutes les ambitions trouveront à se satisfaire sans pouvoir même se heurter.

Cette solution, conclut M. Malynski, est pleine d'imprévu; mais elle finira par s'imposer à la volonté des hommes d'Etat, car elle est l'unique solution du problème européen. La véritable difficulté qui en a retardé jusqu'à ce jour l'adoption, c'est de donner satisfaction aux rivalités d'amour-propre de partenaires prêts à mourir de faim devant un confortable

festin, parce qu'il s'est élevé entre eux une discussion sur la place à laquelle chacun devrait s'asseoir. La rivalité, précise M. Malynski, sépare principalement la France et l'Angleterre, "pareilles aux deux cornes de la fable qui se sont pris par les cornes et préfèrent expirer sur place d'inanition plutôt que de céder." Telles sont les idées, pour le moins originales, que développe avec beaucoup de verve M. Malynski dans une récente brochure parue sous ce titre: "Peuples, voulez-vous manger ou être mangés?" On peut des discuter, les repousser ou même les railler, selon la coutume de notre époque, qui préfère les moqueries aux raisons. Nous avons cependant tenu à les signaler. Qui sait si, un jour, elles ne seront pas reprises, et si les hommes d'Etat de l'avenir n'y trouveront pas le germe d'une solution vainement recherchée jusqu'ici?—Camille Aymard.

La Reprise du Franc

En vérité, de quel côté qu'on regarde l'horizon économique et financier de la France, on n'y perçoit aujourd'hui que des raisons presque immédiates de reprise du franc!

Raisons profondes, comme le sol même où croissent, par ce printemps, les belles moissons de demain, ce blé auquel des soins meilleurs et un apport plus important d'engrais dont notre sol abonde, permettraient de demander un rendement très supérieur. Sait-on, à ce propos, qu'un surplus de 50 pour cent de la récolte de blé français procurerait un rendu d'or de près d'un milliard de francs-or suffisant à gager, au taux actuel de la Banque d'Angleterre, un emprunt de trente milliards de francs-or?

Raisons d'ordre industriel, tirées des immenses possibilités d'une métallurgie aujourd'hui léthargique, mais qui se réveillera demain. N'est-il pas manifeste, en effet, que notre pays, dont la production annuelle n'était avant la guerre que de 4,887,000 tonnes d'acier et de 5,200,000 tonnes de fonte, a vu, du fait de la victoire, doubler sa capacité de production? Et peut-on considérer comme définitive une pénurie de coke à laquelle les prestations allemandes, qui ne peuvent guère différer, auront précisément pour effet de remédier, dans la proportion d'une bonne dizaine de millions de tonnes par an?

Raisons d'ordre général, tirées de l'accroissement en quelque sorte automatique du revenu français que les experts de la Société des Nations fixent à un montant annuel de 120 milliards, mais que les évaluations plus optimistes de M. le député Lafarge et d'autres fixent respectivement à 150, 169 et 171 milliards de francs chaque année.

Raisons d'un ordre plus spécial à notre pays, tirées de cette merveilleuse puissance d'épargne qui fait, aujourd'hui comme hier, l'admiration du monde entier et qui s'est traduite, en 1920, par des souscriptions à 45 milliards de francs de valeurs mobilières, 37 milliards en 1921 et 26 milliards en 1922.

Résumons maintenant, comme suspects de partialité, tous les témoignages français en faveur de la reprise du franc. N'attachons d'importance qu'aux témoignages des étrangers. On ne peut qu'être frappé de leur nombre, de leur précision et de leur absolue concordance.

C'est cet ingénieur anglais, M. F. S. Leslie Dittus, qui au cours d'une communication toute récente à l'Institut des Ingénieurs des régions centrales de l'Angleterre, analysait et commentait avec les plus vifs éloges la restauration des mines dévastées du Nord et du Pas-de-Calais, insistant sur le travail de géants qu'avait été l'épuisement des eaux, qui a progressé beaucoup plus vite qu'aucun ingénieur n'aurait pu le prévoir.

C'est ce grand financier des Etats-Unis qu'est M. C. E. Mitchell, président de la National City Bank. "Le caractère du peuple français est tel, déclarait-il, qu'il ne permettra jamais que ses obligations se trouvent entre les mains des étrangers restent impayées. Le public français est un grand public capitaliste. Il comprend ce que c'est que le crédit. Il y a deux millions de petits capitalistes en France et sept ou huit millions de propriétaires fonciers. C'est le menu peuple de France qui possède le pays. Le patriotisme ne saurait être mieux stimulé que par ce morcellement des propriétés et des fortunes. A mon avis, étant donné la situation actuelle, les obligations françaises jouissent d'un crédit ridiculement faible."

Peut-on se prononcer plus nettement en faveur de la reprise du franc? Reprise inéluctable, à condition que, sachant se dominer après avoir su dominer l'Allemagne, les Français de tous les milieux, même politiques, consentent à ne plus dénigrer leur crédit.

Car, n'est-ce pas, le meilleur moyen d'inspirer confiance aux autres, c'est d'avoir quelque confiance en soi-même!

Sécurité et Réparations

Un certain nombre de journaux français ne sont pas loin de croire que la neutralisation de la Rhénanie, qui se discute en ce moment dans bon nombre de journaux allemands, et qu'on va proposer en plein Parlement britannique, au gouvernement de Bonar Law de patronner, n'est qu'une diversion habile du gouvernement de Berlin pour nous faire évacuer la Ruhr et la rive gauche du Rhin sous prétexte de les confier à la Société des Nations: ainsi l'Allemagne aurait trouvé un moyen habile de nous dessaisir de notre gage et de se mouder de nous une fois de plus.

L'opinion publique française est invitée à se méfier du piège et à repousser dédaigneusement toutes propositions d'où qu'elles viennent, tendant à la neutralisation de la Rhénanie.

Si c'est notre Quai d'Orsay qui tient à mettre ainsi l'opinion publique en garde contre un piège allemand, on voudrait ici le mettre en garde lui-même contre l'erreur qui consisterait à croire que l'on peut isoler les deux questions des réparations et de notre sécurité et qu'on peut discuter utilement l'une sans l'autre.

La vérité est que ces deux questions sont connexes, et qu'elles se posent en même temps devant l'esprit et dans les faits.

S'il y a un point sur lequel il peut près tout le monde est d'accord, c'est que le meilleur moyen d'en finir avec la question des réparations, ce serait que l'Allemagne put contracter pour nous payer, une série de grands emprunts sur le marché international, et spécialement sur le marché américain, qui regorge d'or.

L'intérêt évident de tout le monde c'est que la dette de l'Allemagne envers les Alliés, dette de guerre en somme, se transforme en une dette privée envers des prêteurs de tous les pays. Naturellement, l'Allemagne ne trouvera de prêteurs qu'en leur donnant des gages. Ces gages pourraient être les chemins de fer rhénans, par exemple, les mines féodales de Rhénanie, l'impôt sur le charbon de la Ruhr, les recettes des douanes, le crève les yeux qu'avec ses mines et ses usines intactes, sa population si dense, si laborieuse et si disciplinée, son esprit d'organisation, elle a de quoi garantir l'intérêt et l'amortissement d'énormes emprunts extérieurs. C'est là qu'est la solution, la seule solution pratique que tout le monde entendrait et montre du doigt depuis plusieurs années. On estime que les 132 milliards de marks-or que l'Allemagne, d'après l'état des paiements du 5 mai 1921, doit aux Alliés représentent les intérêts et l'amortissement d'un capital actuel de 50 milliards de marks-or; ce qui veut dire que si l'Allemagne trouvait à emprunter d'un seul coup ces 50 milliards de marks-or sur le marché étranger et si elle les remettait aux Alliés, elle ne leur devrait plus rien; c'est à ces nouveaux prêteurs qu'elle devrait les 132 milliards de marks-or constituant l'amortissement de ces 50 milliards de capital.

Or, en admettant qu'un tel capital puisse être rassemblé, comment peut-on imaginer que des prêteurs américains, anglais, hollandais, suisses, avançant leurs dollars, leur livres sterling, leurs florins et leurs francs s'ils peuvent supposer un seul instant que la guerre peut recommencer d'un moment à l'autre entre la France et l'Allemagne et s'ils ne voient pas s'ouvrir devant eux une ère de paix.

Comment des emprunts allemands sur le marché international pourraient-ils se concevoir si, en même temps, on ne réaliserait pas un accord politique entre l'Allemagne et la France qui crée un état de paix véritable entre les deux pays?

C'est parce qu'ils sentent l'impérieuse nécessité de régler cette question politique en même temps que la question économique et financière des réparations que des hommes de bonne volonté, de tous les pays, nullement suspects de tendresse pour l'Allemagne, recherchent, en ce moment, avec passion, si la création d'un Etat rhénan ou plutôt rhénano-westphalien, neutralisé militairement, sous la sauve-garde de la Société des Nations et des vainqueurs de la guerre, administré par les Rhénans, mais restant dans la ligne de douane et dans la Confédération de l'Allemagne, ne créerait pas cette détente politique franco-allemande et cette atmosphère de paix, sans laquelle il est vain de vouloir régler rapidement le problème des réparations par la voie des emprunts allemands sur le marché international.

Nous continuerons donc ici à poser devant l'opinion publique française le problème de la neutralisation de la Rhéno-Westphalie, convaincus que ce n'est pas dans qu'un an, mais tout de suite, qu'il faut rétablir la paix en Europe.—Gustave Hervé.

LES IMPOTS FRANÇAIS

M. de Lasteyrie, ministre des finances, a fait connaître au conseil des ministres, que les recouvrements des contributions et des monopoles présentés, pour les trois premiers mois de cette année, une plus-value de 437,269,000 francs, par rapport aux recouvrements de la période correspondante de l'année 1922.



M. DE SIMONIN



NOUVEAU CONSUL-GÉNÉRAL DE FRANCE

LE NOUVEAU CONSUL-GÉNÉRAL DE FRANCE

M. Maurice de Simonin, le nouveau consul-général de France à la Nouvelle-Orléans, a été installé mardi matin dans ses fonctions comme successeur à M. Chas. Barret, qui vient d'être nommé consul-général de France à New York.

M. Barret, qui est parti hier pour se rendre à Washington, nous a fait savoir tout son regret de quitter la Nouvelle-Orléans, où il s'est créé bien des sympathies.

M. de Simonin nous arrive de Panama, où il remplissait les fonctions de chargé d'affaires. Il a commencé sa carrière consulaire à Saint Sébastien, Espagne, comme vice-consul, après quoi suivit son transfert à Buenos Aires comme consul.

Quand la guerre éclata M. de Simonin se trouvait en Tunisie dans le bureau du gouvernement-général. Roy, où il remplissait les fonctions de chef de cabinet. Il entra au 94me Régiment d'Infanterie comme lieutenant et en sortit avec le grade de capitaine. Sa vaillante conduite dans la Somme et sa bravoure autour de Verdun lui ont valu quatre citations. Il est membre de la Légion d'Honneur.

"Je suis très heureux de me trouver à la Nouvelle-Orléans," M. de Simonin nous a dit hier. "Je n'ai pas encore eu le temps de parcourir la ville. Mais ceci est un plaisir que je me réserve pour la semaine prochaine." Mr. de Simonin est accompagné de Mme de Simonin.

LA FRANCE VUE PAR UN AMERICAIN

The New-York Herald: M. S. W. Straus, qui dirige l'importante banque américaine S. W. Straus and Co., et qui est président de l'American Society for Thrift, est arrivé à Paris avec Mme Straus, après un séjour de quelques mois en la Méditerranée, en Egypte et sur la Riviera.

Interviewé aujourd'hui, il a remarqué combien il y avait lieu de se réjouir en constatant les changements notables survenus en France depuis dix-huit mois. M. Straus ayant parcouru la France en septembre 1921.

M. Straus a étudié à fond la situation financière européenne, et il a commenté aujourd'hui le changement remarquable dans l'attitude des Français depuis sa dernière visite. Toute la France semble de beaucoup plus heureuse, plus gaie et pleine d'entrain. Le commerce et l'état des affaires en général se sont beaucoup améliorés, et un souffle de prospérité passe dans l'air.

LE THEATRE POUR RIEN

Une compagnie américaine vendant des ustensiles de ménage vient de faire construire un théâtre populaire de 5,000 places.

Ce théâtre circulera à travers les Etats dans lesquels on vend des produits sortant de cet établissement. Les entrées seront gratuites, sauf le samedi soir, c'est-à-dire que le billet d'entrée sera une sorte de coupon-surprise que l'on trouvera dans les paquets de produits vendus chez tous les épiceries.

La France au Travail

LA RECONSTITUTION DES REGIONS DEVASTÉES

Nous avons sous les yeux un tract qui, sous ce titre: "La France au travail pour réparer ses dommages de guerre", contient en une forme éminemment suggestive, des renseignements intéressants. Avec ses dessins, ses légendes et ses chiffres, il présente une documentation bien faite pour dissiper les légendes que colportent les adversaires de la France. Empruntons-lui quelques indications.

Voici, par exemple, un "panneau" consacré à la reconstruction des immeubles dans les régions dévastées: 741,993 maisons ont été détruites ou gravement endommagées au cours de la guerre. Or, au 1er janvier 1921, on en avait reconstruit 278,834; un an plus tard, 355,479 maisons s'élevaient sur les ruines des anciennes, et en janvier 1923 on en compte 553,977.

Quant au chiffre de la population qui a réintégré les régions dévastées on voit que sur 4,609,183 habitants d'avant-guerre, 2,075,067 étaient rentrés au 1er janvier 1919, 3,288,152 au 1er janvier 1921, 3,965,913 au 1er janvier 1922; enfin, on comptait au 1er janvier 1923, 4,074,970 habitants, et ce chiffre est bien près d'atteindre le total de la population de 1914.

S'agit-il de la remise en état des terrains et de la culture? La guerre a vu bouleverser 3,306,350 hectares de terrain, dont 1,923,479 de terres labourées. Au 1er janvier 1921, on avait comblé 218,934,793 mètres cubes dans les anciennes tranchées, 259,793,437 mètres cubes un an plus tard, 280,102,300 mètres cubes au 1er janvier 1923.

En 1921, on avait enlevé déjà 249,014,302 mètres carrés de fer barbelé, 275,544,612 au 1er janvier 1922, 287,200,815 le 1er janvier suivant. En 1921, on avait détruit 21,000 tonnes d'obus abandonnés, 22,800 tonnes en 1922, et 1,035,200 en janvier 1923.

D'autre part, on a remis en culture: 1,007,240 hectares au 1er janvier 1921, 1,474,796 le 1er janvier suivant et 1,698,200 au seuil de cette année.

L'envoi de bétail dans les régions libérées a suivi la même progression. C'est ainsi qu'en janvier 1923 on y comptait déjà 523,848 bovines, 299,690 chevaux et mules, 407,782 caprins et 184,251 porcs—plus de la moitié des chiffres d'avant-guerre.

En ce qui touche la reconstruction industrielle, même effort soutenu et persévérant. Sur 22,900 usines détruites ou gravement endommagées par la guerre, 18,091 étaient reconstruites en janvier 1921, 19,442 un an après, et 19,967 au début de 1923.

Les routes? Il y a 58,697 kilomètres de routes à reconstruire. En janvier 1921, on en comptait déjà 8,965, un an après 22,074, et en janvier 1923 plus de 32,650 kilomètres de routes sont redevenus disponibles.

Les travaux d'art? En janvier 1921, on avait reconstruit 2,653, plus l'année suivante 3,688 et enfin 5,189 cette année. On est donc bien près d'atteindre le nombre de travaux d'art détruits pendant la guerre, c'est-à-dire 6,123.

Enfin, le graphique—sans commentaires, ils sont inutiles—montre le prodigieux effort financier fourni par ce pays, si cruellement éprouvé. On peut évaluer à 102 milliards de francs le total des dommages subis par la France dans les régions dévastées. Or, la France a déjà versé pour la reconstitution de ces régions 49 milliards de francs—alors que l'Allemagne n'a payé à la France que 4 milliards.

N'oublions pas que les régions dévastées, si riches au point de vue agricole et industriel, payaient à elles seules, avant la guerre, le cinquième des impôts français. C'est dire quelle œuvre importante de reconstitution la France est en train d'y accomplir au prix de tant de sacrifices, et en dépit du chiffre dérisoire d'indemnités de guerre que l'Allemagne récalcitrante a versées jusqu'ici.

DES RUINES ROMAINES PRES DE BIZERTE

Au cours de travaux de terrassement pour l'installation de réservoirs à mazout, près de Bizerte, l'on a découvert des ruines romaines. Deux socles de colonnes en marbre blanc et une mosaïque, malheureusement dégradée, ont été mis à jour.

Des ruines plus importantes sur les rives du lac de Bizerte, à quelques kilomètres de là, semblent indiquer qu'on se trouve, à Sidi-Abd-Allah, lieu de la récente découverte, en présence des ruines d'une ville romaine.

L'ALLEMAGNE EN ASIE

Encore eux! toujours eux! Les Allemands ne perdent pas une occasion, ni même un prétexte de s'étendre en Asie: mais nous ne perdons pas une occasion de le dire, et de prévenir, de leurs plans hypocritement ambitieux, les alliés et les neutres, trop enclins à la confiance, à la crédulité et à l'oubli.

Gardons la Main Sur le Robinet

La France, fidèlement appuyée par la Belgique et moralement soutenue par l'Italie, a entrepris dans le bassin de la Ruhr, il y a maintenant quatre mois, une action de longue haleine afin de donner à la victoire si chèrement acquise en 1918 une sanction pratique trop longtemps différée.

Personne ne peut plus s'y tromper. Un regard d'ensemble dégageant du chaos des incidents quotidiens les grandes lignes de la situation, précisant objectivement la position réciproque des adversaires, fait apparaître avec la clarté de l'évidence la légitimité d'une initiative aussi nécessaire et dissipe toute incertitude sur l'inévitable issue de cette dernière bataille.

C'est nous qui l'emporterons et l'instant est peut-être plus proche qu'on ne pense où l'Allemagne, prise à la gorge, devra céder à nos volontés.

Quand bien même la force du désespoir prolongerait cette lutte inégale pendant des semaines ou des mois, elle ne peut se terminer qu'à notre avantage. Un jour, le chancelier Cuno, pris entre la pression parallèle des forces politiques ou sociales qu'inquiète sa folle obstination, péra décemment étriqué par une commission du Reichstag. Quels fruits tirerons-nous alors de notre opération?

Cela dépendra beaucoup de nous. On disait, en plaisantant, pendant la guerre: "Un jour, la paix éclatera et nous ne serons pas prêts." En effet, l'armistice vint et nous ne l'étions pas. Comme Annibal, nous dûmes vaincre, mais nous ne sûmes pas profiter de la victoire. Le laborieux traité de Versailles ne nous a donné en quatre ans ni les réparations ni les garanties que nous avions poursuivies sur les champs de bataille. Tant que dure la lutte, il suffit de patience et de courage. Nous n'en manquons pas. Mais quand l'ennemi a cédé, il faut de la clairvoyance et de la décision. Dans cette affaire de la Ruhr, si bien menée jusqu'ici et qui ne nous a valu aucune des catastrophes dont on nous menaçait, le vrai moment difficile sera celui du succès.

Tandis que les dirigeants actuels du Reich piaffent et paradent, éclatent en discours enflammés, mènent un belliqueux tapage et ne paraissent envisager d'autre hypothèse que celle d'une éternelle résistance, soyez sûrs que des techniciens du camouflé financier et de l'intrigue diplomatique nous préparent en silence de savantes embûches pour le jour où l'Allemagne sera contrainte à céder.

Non seulement on tentera alors de noyer une seconde fois notre victoire sous une avalanche de chiffres frauduleux, mais on essaiera de nous lier sournoisement les mains. Des alliés, qui nous tourmentent le dos, se rapprocheront brusquement de nous. Gare à leurs grandes embrassades!

Ils nous féliciteront bruyamment de notre clairvoyance, de notre énergie. Ils conviendront qu'ils avaient tort et que nous avions raison. Ils protesteront que, sur le but, nous fûmes toujours tous d'accord et qu'ils ne différaient d'avis que sur les moyens. Ils nous prendront cordialement par le bras et nous seront tellement heureux de les retrouver que nous ne sentirons pas l'entrave dans l'étreinte.

Mais nous laisserions s'évanouir le profit le plus certain de notre effort si nous ne saisissions pas cette occasion unique de réparer la pire lacune du traité de Versailles. Notre présence dans la Ruhr assure le maintien de la paix non seulement parce qu'elle prive l'Allemagne d'un formidable arsenal mais, comme on l'a très justement fait observer, parce qu'elle nous met à même, au moindre geste d'hostilité, d'envahir un outillage sans pareil dans le monde et qui est le plus clair de la fortune Allemande.

Dès que l'Allemagne aura cédé, nous lui rendrons sa liberté économique, nous débloquentons le bassin minier sans lequel elle ne peut vivre. Mais dans les conditions auxquelles elle devra se soumettre nous serions fous si nous n'inscrivions pas d'abord le maintien de nos troupes sur leurs positions actuelles pour une période prolongée. Nous sommes venus dans la Ruhr. La chose s'est accomplie en somme facilement et sans dommages—pour cette fois-ci. Si nous étions obligés de recommencer demain, il n'en irait peut-être plus de même. Nous campons là par notre seule volonté. Nous avons placé l'adversaire d'avant un fait accompli qu'il subit sans l'accepter et contre lequel il proteste.

En obtenant qu'il régularise par une adhésion positive cette situation extra-diplomatique, en faisant consacrer par une signature une décision jusqu'ici unilatérale, nous ferons jouir de l'occupation de la Ruhr son plein effet.

Gardons la main sur le robinet qui alimente l'industrie allemande. Alors nous serons sûrs d'être un jour payés et surtout nous serons effectivement garantis contre toute attaque nouvelle. Nous aurons conquis la paix. Et ce n'est pas peu de chose!—Edouard Heisey.

L'Avion, Arme de la Guerre

Les échos de la campagne, récemment déclenchée à la Chambre des lords, pour soulever l'opinion publique en Angleterre contre la France à propos de la soi-disant menace constituée par sa flotte aérienne, continuent à se répéter de l'autre côté de la Manche. Il est d'autant plus intéressant de constater que le président de l'Aéro-Club de France, le député, M. Pierre-Etienne Flandin—qui, comme ancien sous-secrétaire à l'aviation, a aidé à la formation de cette glorieuse escadrille "La Fayette," dont les volontaires américains devinrent les véritables entraîneurs de la conscience américaine—a sa saisir l'occasion d'une des plus récentes réunions du Club Américain de Paris, pour justifier parmi les applaudissements d'une certaine des représentations de la colonie américaine, les principes qui inspirent l'action actuelle des pouvoirs publics et des milieux aéronautiques en France.

A vrai dire, à parler à des Américains, à cette heure, sur la nécessité pour la France de valoir sur la sécurité, on parle à des convertis.

Mais il était nécessaire que certaines choses soient dites publiquement avec autorité. C'est pour cette raison que nous reproduisons textuellement l'important passage suivant de la fin du discours de M. Pierre-Etienne Flandin:

Je sais que dans certains milieux, et notamment à l'étranger, on a critiqué les dépenses que faisait l'Etat français pour le développement de la navigation aérienne, mais je désire vous montrer, en terminant, que ces sacrifices, qui sont fondés sur les possibilités de l'avenir, ont aussi leur raison d'être, au point de vue de la défense nationale.

Tous les progrès techniques que j'ai indiqués comme essentiels pour le perfectionnement du transport aérien commercial sont aussi essentiels pour le perfectionnement de l'arme de guerre qu'est devenu l'avion. S'il n'est pas tout à fait exact de dire qu'un avion commercial peut se transformer instantanément en avion militaire, il est certain, par contre, que les qualités techniques du moteur ou de l'avion commercial s'adaptent à la mise au point des avions militaires présentant toutes les caractéristiques spéciales d'un avion militaire. Permettez-moi d'examiner le rôle possible de l'aviation dans une guerre future.

Je n'hésite pas à dire que ce rôle est beaucoup plus étendu que celui joué par l'aviation même en 1918. Je ne puis entrer dans tous les détails de l'action aérienne dans la guerre sur terre ou sur mer; qu'il me suffise seulement de préciser par un exemple combien s'étendent toutes les possibilités d'emploi de l'aviation.

On a souvent critiqué l'aviation comme moyen militaire unique parce que l'occupation d'un territoire n'est pas possible ou ne sera pas possible avec une force aérienne seule. Je désire attirer votre attention sur le fait que, dès maintenant, il est possible d'embarquer à bord d'un seul avion une section complète de mitrailleuses, y compris le personnel, le matériel et le ravitaillement. Imaginez un instant que trois ou quatre cents sections de mitrailleuses puissent ainsi dans les trois heures qui suivront l'ouverture des hostilités atterrir à l'improviste auprès des points les plus délicats dans l'organisation générale d'une nation.

Pendant quelques heures au moins chacune de ces sections aura la maîtrise complète de la petite portion de territoire qu'elle aura occupée: gares, ponts, chemins de fer, écluses, ports, grandes usines, etc....

Pendant que la section de mitrailleuses fera la police, la section de destruction opérera, et que l'on veuille bien se souvenir du formidable développement possible de la guerre chimique: l'empoisonnement des ateliers, des centraux téléphoniques ou télégraphiques, des dépôts de locomotives, etc.... serait un jeu, spécialement pour les Allemands qui ont systématiquement étudié tous ces problèmes. Ainsi la résistance d'une nation pourrait être brisée en quelques heures par une force aérienne complétée, bien entendu, par une autre force aérienne agissant sur le moral de la population par le bombardement systématique des grandes villes; et n'oublions pas, là non plus, que les bombes de 1,000 kilos ont remplacé celles de 100 kilos que l'on utilisait à la fin de la guerre! Ce n'est pas à vous que j'ai besoin de parler de la destruction des flottes avant même qu'elles aient pu prendre la mer par une attaque aérienne d'avions torpilleurs.

LA MAISON DE NAPOLEON

De nombreux touristes venus de différents pays, ont protesté contre l'abandon dans lequel est laissée la maison de Napoléon, qui l'habita durant les Cent Jours à l'île d'Elbe. Le roi d'Italie a promis son intervention auprès du ministre de la guerre, afin que la célèbre demeure soit préservée des menaces du temps. Que les fidèles admirateurs de l'empereur se rassurent.